

UNE VAGUE DE FOND?



Louise Carré, Marie-Claire Saulnier, Emma Kirr.

Les femmes des régions excentriques du Québec ont la réputation d'avoir envahi la politique municipale davantage que les Montréalaises ou les Québécoises, par exemple. Est-ce une percée réelle? Voyons sur le terrain.

Région cible: la Côte-Nord. Et plus précisément deux municipalités régionales de comté, celles de Manicouagan et de la Haute Côte-Nord. Une population de 50 000 personnes, concentrée à Baie-Comeau, Forestville et dans une quinzaine de petites municipalités égrenées le long du Saint-Laurent entre Tadoussac et Baie-Trinité.

par Monique Durand

Les femmes de la Côte-Nord cumulent plusieurs records québécois: la plus faible scolarisation, le plus fort taux de natalité, la plus grande proportion de «femmes au foyer» et les plus imposants écarts salariaux avec les hommes¹. Pourtant, leur avancée sur la scène politique municipale, depuis 1980, est incontestable.

Dans la MRC Manicouagan², seulement sept femmes – contre 102 hommes – s'étaient portées candidates dans leur municipalité entre 1976 et 1980. Trois d'entre elles avaient été élues. Entre 1981 et 1985, bouleversement des données: 28 femmes ont brigué les suffrages contre 143 hommes, et 19 d'entre elles en sont ressorties victorieuses³. À défaut de l'égalité numérique, c'est une nette progression.

Les motivations

Les femmes de la Côte-Nord ont choisi de «s'arrimer» à la vie politique municipale pour des raisons ponctuelles. Si elles affirment toutes «vouloir changer le monde», transformer les attitudes et faire triompher des idéaux comme la justice et le bien-être commun, leur décision est pourtant liée aux circonstances les plus diverses.

Étonnamment, aucune d'entre elles – à une exception près – ne se dit entraînée par des motivations de nature féministe. De toute façon, elles ne s'affirment pas féministes. Elles n'ont pas de programme particulier touchant les femmes. Plus étonnant encore, elles ne comptent pas sur le vote spécifique des électrices.

En 1982, Louise Camiré, 39 ans, avocate, mère de trois enfants, convoitait un poste de conseillère dans son quartier de Baie-Comeau pour combattre la loi 37 qui forçait la fusion entre Baie-Comeau et Hauterive. «J'ai été outrée, scandalisée par cette fusion, véritable traumatisme pour mes fibres démocratiques. J'ai choisi la scène municipale pour crier à l'injustice.» En 1982 aussi, Shirley Murphy, 35 ans, notaire, mère de trois jeunes enfants, s'attelait à «assainir l'administration de Baie-Comeau» (comme conseillère). Lyna Gagnon, 45 ans, propriétaire d'un dépanneur à Sainte-Thérèse-de-Colombier, se lançait à la mairie il y a quelques mois, «par défi personnel», tandis que Marie-Claire Saulnier, 60 ans, l'a fait en 1983 «pour donner une voix à mon secteur de Pointeaux-Outardes, qui n'était pas représenté auparavant».

Seule «détonnante», Emma Kirr, 49 ans, relationniste à l'aluminerie Reynolds, monte à l'assaut de la plate-forme municipale «pour

la simple et bonne raison qu'il nous faut être plus nombreuses partout. Je ne crois finalement qu'en la force du nombre: Je m'étais toujours désintéressée de la politique jusqu'à un sursaut récent, comme une évidence: il me fallait aller en politique, seul aboutissement logique de mes convictions des 30 dernières années».

Pourquoi toutes ces femmes ont-elles en premier lieu et spontanément songé à un champ d'action limité à leur ville et leur quartier? Avant tout parce que le théâtre municipal «offre un contact choyé avec les citoyen-ne-s, un contact plus direct», affirme Louise Camiré. «C'est plus facile d'avoir une influence immédiate sur la vie des gens et on constate les résultats plus rapidement», soutient Shirley Murphy. C'est d'ailleurs pour préserver cette relation privilégiée avec l'électeur ou l'électrice qu'elles plaident en majorité contre l'existence de partis municipaux dans les villes de faible taille, et qu'elles préfèrent se présenter sous la bannière «indépendante», quitte à souffrir du manque de ressources techniques et financières qu'un tel isolement suppose. «C'est aberrant de s'astreindre à une ligne de parti quand il s'agit de défendre les intérêts de ses voisin-e-s. Pourquoi se lier, se contraindre ainsi?», s'exclame madame Camiré.

Autre motif invoqué par les femmes pour choisir la scène municipale: c'est là, dans leur patelin, qu'elles sont le mieux connues. «Il faut bien commencer quelque part», clame en riant Emma Kirr, qui disposera d'une véritable armada de «cabaleurs», composée d'ami-e-s et de voisin-e-s, pour sa campagne de novembre. Enfin, œuvrer à Québec ou Ottawa les obligerait à s'éloigner de la maison et surtout des enfants, s'ils sont en bas âge ou encore adolescents.

Les écueils

Louise Camiré et Shirley Murphy étaient candidates en 82. Elles ne le seront pas à nouveau en 86. «La responsabilité quotidienne des enfants appartient toujours aux femmes. Il y a quatre ans, mes enfants étaient plus jeunes, c'était plus simple. Mais plus ils grandissent, plus leurs problèmes se complexifient. Je veux être là quand ils ont besoin de moi.» Madame Camiré poursuit: «J'admire et j'envie les *superwomen*. Il en faut. Mais c'est trop pour moi.» Shirley Murphy, qui continue à se passionner pour les affaires de sa ville, ne sera pas non plus sur les rangs cette année: «J'assume mon choix avec sérénité: je veux voir grandir mes enfants.» Mais elle ajoute presque du même souffle: «Je me demande parfois si ce n'est pas une excuse que je me donne. J'espère que toutes les femmes ne suivront pas mon exemple.»

La perspective de la double et même de la triple tâche (familiale, professionnelle et politique) semble donc représenter, en 1986 encore, le principal obstacle à l'entrée massive des femmes en politique, et ce même chez elles, dans leur localité.

Parce qu'il faut bien le dire, la tâche de mairesse suppose une grande disponibilité. «Le plus paresseux d'entre les maires consa-

cre au moins une quinzaine d'heures à ses fonctions chaque semaine. Les maires de municipalités à faible densité de population travaillent en moyenne entre 20 et 25 heures hebdomadairement pour l'hôtel de ville, estime France Rondeau, agente de recherches à la MRC Manicouagan, et cela ne comprend pas toutes les tâches connexes: mariages, enterrements, inaugurations, qui revêtent une importance particulière dans les petites communautés.» La charge est moins lourde, certes, pour les conseiller-e-s: cela explique sans doute le nombre beaucoup plus grand de femmes qui sollicitent un mandat d'échevine plutôt qu'un mandat de maire. Depuis dix ans, seulement trois femmes ont brigué les suffrages à la mairie dans la MRC Manicouagan, alors qu'une trentaine l'ont fait à l'échevinage.

Il y a d'autres écueils auxquels les femmes se butent avant d'accéder à la politique, et parfois même quand elles y sont: au premier chef, d'après les témoignages que nous avons recueillis, leur manque de confiance en elles. Il est remarquable de constater que la plupart des femmes interrogées ont dû être sollicitées pour se porter candidates. «Jamais je n'y serais allée autrement», avoue Louise Camiré. «Les femmes ont un besoin incessant d'être encouragées, rassurées. Elles interprètent souvent les critiques comme des atteintes personnelles. Au fond, n'est-ce pas simplement qu'elles ont la culpabilité trop facile?», avance France Rondeau.

Une fois élues

Féministes ou pas, les femmes interrogées par LVR sur la Côte-Nord s'entendent pour dire qu'elles ne mènent pas leur barque à la manière d'un homme. Elles s'affirment d'emblée et sans ambages plus soucieuses du respect de l'humain, plus enclines au travail collégial et plus ouvertes aux remises en question.

La MRC Haute-Côte-Nord réunit sous ses auspices, depuis quelques mois, cinq maires et cinq mairesses, composition sans doute unique au Québec. «Ce qui me frappe, c'est l'objectivité des femmes. Elles ont souvent moins ou pas du tout de liens avec le monde des affaires et, partant, pas d'intérêts corporatistes ou financiers à défendre. Je remarque aussi une certaine élévation du niveau des débats depuis qu'elles sont là. Mais il n'y a pas de front commun des femmes: celles-ci ne nourrissent pas de préoccupations vraiment différentes, au fond, de celles des hommes», souligne un employé de cette MRC.

Marie-Claire Saulnier et Shirley Murphy se disent pourtant absorbées davantage par ce qui apparaît détails ou vétilles à leurs collègues masculins: robinets à sec à Baie-Saint-Ludger, inondations récurrentes des sous-sols à Baie-Comeau, etc. «C'est incroyable de constater que des choses aussi importantes, aussi quotidiennement vitales pour les gens, moins flamboyantes j'en conviens, ne les préoccupent pas», s'étonne madame Murphy.

À en croire nos intervenantes, l'exercice du pouvoir sur la scène municipale semble souvent, pour les femmes, un lent et patient

ouvrage de réactualisation de leur crédibilité auprès de leurs pairs masculins. Cela se vérifie tout particulièrement dans les petites communautés aux penchants conservateurs, où la population masculine aussi bien que féminine se laisse difficilement convaincre «d'essayer une femme au conseil municipal».

Marie-Claire Saulnier, mairesse de Pointe-aux-Outardes depuis trois ans (localité de 1 000 habitant-e-s), est soutenue par la population, mais a toutes les misères du monde à tirer son épingle du jeu au conseil. «Mes idées sont découragées, rejetées au point de départ. On imagine mal que je puisse mener habilement des dossiers relatifs à l'aqueduc, aux égouts, à l'éclairage ou au pavage des routes. Je persiste par orgueil et par besoin de réussir. Gagner de la crédibilité auprès des conseillers comme je l'ai fait auprès de la population, ce sera ma plus grande victoire.» En attendant, madame Saulnier trime dur et remet en question l'idée de solliciter un second mandat en 1987. Son exemple accrédite la thèse selon laquelle la population en général est davantage ouverte aux femmes en politique que les partis et *establishments* de tout acabit.

Quelques mots enfin sur les campagnes électorales elles-mêmes: celles qui ont vécu l'expérience parlent à la fois d'exaltation et de douleur. À Baie-Comeau, Shirley Murphy reconnaît que sa féminité a été un atout plutôt qu'un handicap: elle a été défaite par une seule voix. Mais elle a eu maille à partir avec l'idée «de se vendre», avec l'ostentation, le clinquant et la démagogie qui entourent les combats électoraux. «À la limite, j'aurais préféré laisser les gens libres de faire leur choix, calmes et éclairés. Mais ce n'est pas ainsi qu'on se fait élire. Je l'ai appris.» Lyna Gagnon, elle, a trouvé très souvent la campagne franchement déprimante. Ses adversaires n'ont cessé d'exploiter son inexpérience... de femme, davantage que de néophyte en politique. «Elle va se faire mener par le bout du nez», clamait-on ouvertement à son sujet. Inexpérience, voilà un mot qui fait tressaillir la plupart de nos intervenantes: on leur en a fait voir de toutes les couleurs en son nom, pendant les campagnes aussi bien qu'en plein exercice du pouvoir.

Les femmes de la Côte-Nord sont-elles représentatives des Québécoises des autres régions du Québec, hors de Montréal? On peut le présumer, sans chiffres à l'appui. Chose certaine, il faudra encore au moins une décennie, et plusieurs renouvellements de mandats, pour mieux évaluer l'ampleur de la percée des femmes en politique municipale. ✕

1/ D'après Statistique Canada.

2/ Les MRC, ou municipalités régionales de comté, au nombre de 95 au Québec, à l'exclusion de Montréal, Québec et l'Outaouais, ont été créées en 1979 par la loi 125 sur l'aménagement et l'urbanisme. Chacune d'elles est composée d'élus-e-s municipaux-ales chargé-e-s de définir des lignes de conduite communes pour le développement de la région qui les chapeaute.

3/ Données inédites compilées par la MRC Manicouagan.